

## EDITORIAL

Lorsqu'une revue scientifique d'histoire contemporaine reçoit une série d'articles sur un sujet déterminé envoyés de manière spontanée et quasi simultanée, peut-on encore parler de hasard, ou faut-il chercher plus loin ? Dans le cas qui nous occupe, ces diverses contributions portent sur la Belgique et la Première Guerre mondiale, un sujet qui depuis la fin du dernier conflit mondial, est loin d'avoir atteint des sommets au hit-parade des thèmes de prédilection des contemporanéistes. La rédaction des *CHTP* a décidé de rassembler ces contributions en un dossier et a demandé à Laurence van Ypersele de l'introduire.

La Seconde Guerre mondiale fut bien plus que la Première une guerre totale (c'est en tout cas souvent ainsi que les choses sont perçues); elle a (pour cette raison ?) pendant des décennies, et certainement tout au long de ces trente dernières années, été l'objet d'une attention sans commune mesure avec celle accordée aux autres événements du siècle. Les années 1940-1945 ont été promues au rang de point de référence du 20<sup>e</sup> siècle : cette guerre ne fut pas seulement et même pas, en définitive, surtout un conflit militaire, mais bien plus une lutte contre des démons idéologiques défiant le progrès socio-économique et démocratique de la civilisation occidentale.

Le fait que le judéocide soit devenu aujourd'hui l'étalon de la teneur démocratique d'une société illustre ce propos. C'est également dans cette perspective 'éthique' que s'inscrit le consensus général et mondial de restitution ou de remboursement des biens volés aux Juifs pendant la période de l'Holocauste. Ce n'est donc pas un hasard si un article de ce numéro est précisément consacré à ce qui constitue pour la Belgique un aspect particulier de ce pillage, à savoir la spoliation des diamantaires juifs à Anvers. L'article d'Eric Laureys couvre un domaine au sujet duquel subsistent encore à l'étranger de nombreuses questions et il est intéressant de constater comment, en cette matière, les prémisses idéologiques racistes du Troisième *Reich* sont d'abord, semble-t-il, entrés en conflit avec des visées économiques, avant de finalement s'accorder avec celles-ci.

En attendant, la mémoire historique de la Grande Guerre en Belgique a été (et reste toujours) reléguée à l'arrière-plan (sauf peut-être dans le *Westhoek*), même s'il semble qu'un timide changement s'opère aujourd'hui à ce propos (principalement en Belgique francophone ?). Le procédé mis en œuvre – l'introduction de Laurence van Ypersele est, à ce sujet, éclairante – se rattache, une fois de plus, à une tendance globale en histoire contemporaine. L'attention croissante pour l'interaction entre les contextes social, mental, politique et culturel est déjà clairement présente dans l'historiographie depuis une dizaine d'années et semble maintenant aussi, avec quelque retard, se traduire dans une nouvelle approche historiographique de la Première Guerre mondiale en Belgique. Ce phénomène a de quoi nous réjouir; on a déjà signalé et étudié par le passé les nombreuses répercussions, dans notre pays, de 1914-1918 sur le plan politique (droit de vote, problématique nationale), mais il reste encore beaucoup à écrire sur la culture de cette guerre et sur la

manière dont ce conflit constitue une rupture avec le 19<sup>e</sup> siècle d'un point de vue socio-culturel.

*Rudi Van Doorslaer*